

Des alternatives concrètes face à l'absorption de l'agriculture par le capitalisme

Aurélie Trouvé

Ingénieur agronome, co-Présidente d'Attac France

Le mode de développement inhérent au capitalisme est une impasse, tant sur le plan social qu'écologique. Ainsi René Dumont écrivait : « C'est un seul et même système qui organise l'exploitation des travailleurs et la dégradation de vie qui met en péril la terre entière. » Le capitalisme est un système d'exploitation sans limites des ressources humaines et naturelles à la seule fin de rentabilité des profits ; un système qui continue à déployer toute sa violence, même si son emprise idéologique a été bousculée par les crises économiques récentes. Plus encore, ce système arrive à s'adapter et, même, à approfondir sa propre logique à travers de nouvelles formes, car aucune alternative radicale n'a pu pour l'instant s'imposer. C'est ce qu'illustrent les questions agricoles et alimentaires. Les paysans représentent toujours la moitié des travailleurs dans le monde et sont témoins, aujourd'hui, du développement à grande vitesse mais aussi de l'impasse du capitalisme.

L'exploitation agricole familiale, qui apparaissait jusqu'ici comme une exception en comparaison des autres secteurs économiques, est fragilisée. Elle est de plus en plus dépendante des industries en amont et en aval, au fur et à mesure que se développent les intrants, la mécanisation, les OGM et la concentration des industries. Les paysans sont de moins en moins nombreux au Nord et de plus en plus menacés au Sud, alimentant chômage et insécurité alimentaire. Les moyens de production agricoles se concentrent entre de moins en moins de mains et n'appartiennent parfois plus aux travailleurs ; elles deviennent ainsi des unités parfaitement intégrées au capitalisme.

Les ressources telles que les semences—qui étaient des biens collectifs issus du travail de générations et générations—sont transformées en marchandises, aux mains de multinationales. Une mainmise nouvelle et sans précédent s’opère sur les terres. En quatre ans, l’équivalent de la surface agricole française a été vendue, soit à des pays à fortes liquidités monétaires qui souhaitent sécuriser leurs approvisionnements, soit à des multinationales et grands détenteurs de capitaux. En Afrique sub-saharienne, mais aussi en Europe de l’Est, en Asie ou en Amérique latine, ces surfaces sont vouées aux exportations alimentaires ou d’agrocarburants.

De nouvelles formes exacerbées du capitalisme, du néolibéralisme et de la financiarisation submergent les marchés agricoles depuis les années 1980. Faisant de l’agriculture un secteur comme les autres, le néolibéralisme *via* l’OMC, le FMI et la Banque mondiale, a instauré le « laisser-faire », la dérégulation des marchés et le démantèlement des politiques agricoles qui agissaient sur les échanges et les prix. Pour autant, l’intervention des États est loin d’être démantelée, dès lors qu’il s’agit de servir les intérêts des plus puissants pour du *dumping* déguisé ou la prédation des ressources des pays pauvres. Le capitalisme financier a, quant à lui, introduit la finance au cœur de l’agriculture par l’intermédiaire des marchés à terme.

La mise en concurrence des agricultures du monde et la volatilité des prix qui en découle entraînent une sélection des systèmes de production les plus productifs ou les plus subventionnés, au détriment des agricultures paysannes. Les pays les moins avancés sont devenus de plus en plus dépendants sur le plan alimentaire. Et l’agriculture des pays riches a dû se plier aux impératifs de diminution des coûts de production, engendrant une destruction massive de l’emploi dans un contexte de chômage de masse et une destruction des ressources naturelles dans un contexte de crise écologique.

En découle une crise à multiples dimensions :

- une crise alimentaire qui touche un droit humain fondamental : l’ensemble des pays les moins avancés, qui étaient exportateurs nets de produits agricoles, sont aujourd’hui devenus des importateurs nets de ces produits, avec un déficit qui se creuse rapidement depuis la fin des années 1980 ;
- une crise sociale et écologique, avec un mode de développement qui détruit l’emploi dans une période de chômage massif, mais ponctionne les ressources naturelles. Il faudrait au contraire inverser la tendance, c’est-à-dire développer de petites et moyennes exploitations paysannes et familiales exigeantes en travail et moins intensives en capital ;
- une crise culturelle, avec une déconnexion entre producteurs et nature, et entre producteurs et consommateurs.

Face à cette crise, le capitalisme tente de se délégitimer pour mieux se maintenir. Bien que l’agriculture capitaliste ait contribué à la crise alimentaire, la faim dans le monde est utilisée pour relégitimer le productivisme et une libé-

ralisation des marchés. Et malgré la responsabilité de cette agriculture dans la crise écologique, un «agrocapitalisme vert» est mis en avant, sur fond de nouvelles techniques tels les agrocarburants (avec l'idée que la technique et la science vont pouvoir nous dispenser d'une diminution de notre consommation énergétique) et d'un verdissement sans effet des discours. Après l'idée *win-win* selon laquelle la libéralisation des marchés est bonne pour tous et notamment pour les pays pauvres (idée qui a marqué le lancement du nouveau cycle de l'OMC en 2001, intitulé cycle de Doha ou cycle du développement), c'est cette fois l'idée d'une libéralisation favorable à la protection de l'environnement qui a le vent en poupe.

On essaie de nous faire croire que finalement tout repose sur des responsabilités individuelles. Le cas de la viande est assez exemplaire. On veut nous faire croire que chaque individu doit faire attention à ne pas manger trop de viande en raison des émissions de gaz à effet de serre. Mais c'est un système qui est mis en place. Si aujourd'hui on consomme la viande à si bas prix, c'est parce qu'il y a une libéralisation des marchés—du soja notamment—depuis cinquante ans, qui fait qu'on a des prix extrêmement bas de la viande. On importe donc massivement du soja—d'Amérique du Sud, notamment—; c'est le poste d'importation agricole le plus important, ce qui a d'ailleurs pour conséquence le détournement des terres. Tout cela est dû à la libéralisation des marchés et à un système... Ce n'est pas avant tout le consommateur qui doit consommer moins; c'est l'État, la puissance publique, qui doit intervenir et remettre des régulations dans ce domaine.

Face à cette «absorption» de l'agriculture par le capitalisme, il existe une multiplication d'alternatives concrètes qui restent cependant souvent locales et marginales. L'enjeu est alors d'en faire des leviers de transformation globale du mode de développement agricole. Ces alternatives convergent autour de la relocalisation des activités et de la souveraineté alimentaire. Car tous les territoires doivent bénéficier d'une agriculture diversifiée, respectueuse des ressources naturelles et productrice d'emplois. Une telle relocalisation redonnerait confiance aux producteurs et consommateurs, préserverait la diversité des cultures et permettrait une réappropriation des techniques et cultures adaptées aux écosystèmes.

Le cadre idéologique et culturel est central. Non seulement l'agriculture a été absorbée par le capitalisme, mais les agriculteurs aussi! Jusqu'à maintenant, les agriculteurs, mettaient à la tête de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, le syndicat agricole majoritaire, des présidents qui étaient des éleveurs. Mais il y a un mois, ils ont nommé Xavier Beulin, un grand patron de l'industrie agro-alimentaire qui est en même temps un grand céréalier... Cela montre qu'ils n'ont même plus de complexe. C'est d'autant plus incroyable qu'on voit de plus en plus la contradiction entre les intérêts des agriculteurs d'un côté et les entreprises multinationales agro-alimentaires

de l'autre. Mais le cadre idéologique et culturel fait qu'ils ont été tellement absorbés qu'ils en arrivent à nommer à leur tête un patron d'industrie agro-alimentaire.

Mais il ne faut pas généraliser : la Confédération paysanne, la Coordination rurale (plutôt de droite), le MODEF se rendent compte d'un certain nombre de choses. Et quand on regarde au niveau mondial, Via campesina est le mouvement qui regroupe le plus de paysans dans le monde, notamment le Mouvement des Sans Terre au Brésil, en Inde, etc. Je pense qu'il y a là une force politique extrêmement importante et qui peut faire changer les choses ; mais, au niveau européen, ils ne changeront pas les choses tout seuls parce que la Confédération paysanne, par exemple, est de plus en plus faible et que seule l'alliance avec les citoyens, avec les écologistes, etc., permettra, à mon avis, de faire aboutir certaines choses. Il est clair qu'aujourd'hui cette alliance est absolument indispensable pour avancer.

En ce qui concerne les limites physiques de la planète et la question de la croissance, j'estime, pour ma part, que nous n'avons pas le choix pour la diminution de notre croissance matérielle et énergétique. De façon globale, nous n'avons pas le choix. Si on reprend l'exemple de l'alimentation, il faudrait à peu près quatre ou cinq planètes si tout le monde se nourrissait comme un Américain ou un Européen. Les chiffres sont là. La seule chose que nous pouvons faire, c'est diminuer cette consommation.

Il faut également faire attention à la notion de croissance immatérielle, parce que la croissance immatérielle, c'est aussi de la ponction sur les ressources naturelles. Je ne prône pas la décroissance mais je dis : attention à la croissance y compris immatérielle parce qu'elle a des conséquences écologiques.

La question écologique m'amène à penser que le développement humain doit être vraiment pensé non seulement sur le plan social, mais aussi écologique et démocratique ; il ne faut surtout pas mettre la question écologique en appendice de la question sociale. Elle est aujourd'hui aussi importante, y compris pour les mouvements sociaux, syndicaux, etc., que la question sociale. Elle s'articule complètement avec elle. On ne résoudra pas la crise sociale sans résoudre la crise écologique, et *vice versa*. Et, de ce point de vue, je suis tout à fait d'accord avec l'idée que l'économie n'est qu'un outil. Je ne supporte pas qu'on parle de « développement durable sur les trois plans : social, écologique, économique ». Non. Il y a deux plans : social et écologique. Et l'économie n'est qu'un outil pour cela. Ce n'est pas un objectif. L'objectif, c'est le développement social, écologique et démocratique.

Enfin, on devrait mieux nommer ce qu'on voudrait comme alternative. Le terme de « biens communs » revient souvent. Je le préfère au terme de « biens publics », dans le sens où il permet de ne pas voir l'État et la puissance publique comme seule fin en soi. Il y a aussi d'autres manières de gérer collectivement : par les coopératives, par d'autres formes ; des formes d'entreprises

démocratiques. Les communautés autour des logiciels libres ou autour des banques de semences, etc., par exemple, sont autant de communautés qui gèrent de façon collective. Je pense que la notion de «biens communs» permettrait de casser un peu ce cadre idéologique et culturel, ce bloc hégémonique culturel du capitalisme, dans le sens où il faut qu'on abandonne la notion de propriété individuelle pour aller vers la propriété collective. Et c'est une énorme évolution culturelle que d'accepter cette désappropriation pour mieux s'approprier le collectif. Il y a une véritable révolution culturelle et un énorme apprentissage à faire autour de ces «biens communs».